

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous

110 milliards d'euros, c'est la somme mise sur la table début mai par les pays de la zone Euro et le FMI pour le « plan d'aide » à la Grèce. Une semaine plus tard les mêmes chefs d'Etats remettent ça avec un « plan de sauvegarde » de 750 milliards d'euros pour les pays de la zone Euro victimes de la spéculation boursière.

Ils sont prêts à déboursier les milliards sans compter dès qu'il s'agit de rassurer « le marché », ce monstre tout puissant qui menace de broyer l'euro après avoir croqué la dette grecque. Malgré les sommes astronomiques débloquées dans un laps de temps record, personne ne jurerait que cela suffira à calmer son appétit, celui des banquiers et financiers en tout genre s'entend.

Après une brève envolée des cours de la bourse à l'annonce du second plan, c'est l'euro qui pique du nez. Alors que le prix Nobel d'économie 2006 déclarait « *l'Euro va survivre* » le prix Nobel 2007 annonçait, lui, le même jour que « *la monnaie européenne pourrait disparaître* ». Même les prétendus spécialistes ne savent pas comment cette crise va se développer.

Une seule chose est sûre. Les plans d'austérité contre les travailleurs et la population pauvre se précisent dans toute l'Europe. Ils vont de pair avec cette orgie de milliards destinée aux banques. Pour garantir les profits de celles-ci, les Etats prendront dans la poche des classes populaires.

L'Europe unie... contre les travailleurs

Après la Grèce, c'est en Espagne, au Portugal, en Italie, en Irlande et en Roumanie que les gouvernements ont annoncé des mesures de rigueur. Partout la même recette : gel des salaires des fonctionnaires, réductions de leurs effectifs, attaques contre les retraites, augmentation de la TVA. C'est une véritable guerre de classe contre les travailleurs de tous les pays.

En France c'est une même offensive contre le monde du travail. S'il s'abstient d'utiliser les mots « rigueur » ou « austérité », Fillon vient d'annoncer le gel des dépenses publiques pour les trois prochaines années. Au programme, la diminution de 10 % des frais de fonctionnement par la poursuite du non renouvellement d'un départ

à la retraite sur deux dans la fonction publique, à Météo France ou dans les musées. Le gouvernement s'en prend également aux chômeurs et aux bas salaires : la prime de rentrée exceptionnelle pour les plus bas revenus et la prime de « solidarité active » versée en attendant le RSA seront supprimées. Les allocations logement (APL) ou adulte handicapé (AAH) sont aussi dans sa ligne de mire.

En ce qui concerne les retraites, le gouvernement a confirmé dimanche que sa priorité était l'allongement de la durée d'activité. Par le recul de l'âge légal du départ, par l'augmentation de la durée de cotisation ou les deux combinés ? Ce n'est pas précisé. Mais ça se traduira aussi par une baisse considérable du montant des retraites. Pour donner le change, il serait question d'instaurer une petite taxe sur les hauts revenus, exclue du bouclier fiscal. Mais surtout pas de supprimer ce bouclier lui-même, et encore moins toutes les niches fiscales et tous les dégrèvements de cotisations patronales.

On renfloue les banques, on floue les travailleurs. Pour le régime des retraites, pas question de plan de sauvegarde, ni de déboursier le moindre centime.

Vers une riposte d'ensemble

Les attaques en règle contre les conditions de vie du monde du travail se multiplient et continueront tant que nous ne nous tapons pas du poing sur la table. Face à la guerre qui nous est déclarée, il faut que la colère explose. Les travailleurs grecs l'ont compris et seront à nouveau en grève et dans la rue le 20 mai contre ces mesures d'austérité.

Ici, Sarkozy et les directions syndicales se sont réunis la semaine dernière lors d'un « sommet social » qui n'avait de social que les attaques annoncées par le gouvernement. Mais les confédérations n'ont toujours pas déterré la hache de guerre.

Elles appellent toutefois à une journée de grève le 27 mai. Dans ce contexte de crise grave qu'on veut nous faire chèrement payer, il nous faudra répondre à l'appel. Et ne pas en rester là.

Y'a que la prime qui ne déménage pas

Après trois réunions de la commission paritaire du Schéma Directeur Région Parisienne (SDRP), la direction a lâché 200 € de plus sur la prime de mobilité : 1200 € entre 20 et 40 minutes de trajet, 1400 € entre 41 minutes et une heure, 1600 € au-delà d'une heure.

Une aumône pour accepter de changer de lieu voire de poste de travail, et galérer encore un peu plus dans les transports. Comme les grévistes de Rueil le disaient en 1995 : « on n'est pas des moineaux ! »

Tais toi et pédale !

Pour faire passer la pilule des mutations forcées et des fermetures de sites à Boulogne, au Plessis et à Rueil, la direction lance le prêt de « vélo à assistance électrique » ! Très tendance.

Ca va surement plaire à tous ceux qui vont devoir se taper plusieurs dizaines de kilomètres supplémentaires par jour.

Des économies qui nous pompent l'air

Les salles de réunion créées à l'Avancée à l'occasion de la vague de déménagements, ont été montées sans tenir compte de la climatisation au plafond. Du coup, des salariés se sont évanouis par manque de renouvellement d'air et tout est à refaire. La direction a fait un appel d'offres pour faire baisser les prix de ce chantier. Des économies qui risquent elles aussi de s'évanouir.

A force de trop tirer sur la corde

Il y a deux semaines, un salarié d'une entreprise extérieure qui travaille sur la vague actuelle de déménagements a fait un malaise sur le site : il enchainait des nuits et des jours de travail. Et il n'est pas le seul à tenir ce rythme.

C'est ce qui arrive quand Renault négocie au plus bas prix les nouvelles implantations au TCR dans le cadre du SDRP.

Le coupable mène l'enquête

L'enquête Technologia ne lui suffisant visiblement pas, la direction a lancé une énième enquête sur le climat social. Elle veut savoir quels secteurs elle peut encore pressurer ? Ou nous pondre encore un PQSR car on aurait mal compris sa politique ?

Restos du cœur

Pour la journée de l'équipe, certains secteurs financeront 10 € en cas de repas à l'extérieur. De quoi se payer une formule au Mac Do. Avec un peu de chance, on pourra même avoir un café !

Et pourquoi pas la journée pin-up ?

Pour la 3^{ème} journée de l'équipe, la direction a décidé de remplacer les métaphores du style rugby ou voyage, pour rester sur « l'essentiel de l'équipe ». La moitié de la journée sera consacrée à « change up », déclinaison locale du « drive up ». On enlève le lyrisme mais on garde la propagande sur les réductions de budget et d'effectifs, V3P, la frugalité... Stand up, Get up mon frère !

Larmes de crocodile

La direction s'est vantée d'avoir invité au Technocentre hier le chef indien Raoni, célèbre pour sa lutte contre la déforestation et pour les conditions de vie de son peuple, et de lui avoir même prêté un Trafic !

Un comble pour une entreprise qui cherche à vendre au Brésil le plus possible de véhicules roulants à l'éthanol, dont la production entraîne la déforestation de l'Amazonie pour faire pousser la canne à sucre.

Licenciés rang après rang

Après les équipementiers automobiles de rang 1, les restructurations touchent ceux de rang 2 : groupe Trèves (PTPM, Sodimatex), Proma, EAK, Freescale...

De simples dégâts collatéraux pour des constructeurs comme Renault. Un drame pour des dizaines de milliers de travailleurs jetés au chômage. Mais cette vague de licenciements et de fermetures de site suscite grèves et séquestrations. Et si on s'y mettait tous ensemble ?!

Amiante : Renault condamné en chaîne

Nouvelle condamnation de Renault pour faute inexcusable. Le 19 avril 2010, le TASS de Toulon a jugé qu'entre 1962 et 1994, Antonio « *Tuosto a été massivement exposé à l'inhalation de poussières d'amiante du fait de la manipulation de ce matériau mais également d'une atmosphère de travail chargée en permanence de ces poussières et cela sans aucune protection individuelle ou collective et sans aucune information sur le danger de manipulation de ce matériau* ».

Pour cet ancien ouvrier à Billancourt, la retraite signifie plaques pleurales et cancer broncho-pulmonaire. Renault a été condamné à lui verser 90 000 € de préjudices. Pas cher payé.

Merci pour votre soutien

260 euros ont été collectés aux portes du TCR il y a 2 semaines pour soutenir ce bulletin. Cela aidera l'étincelle à paraître, et toujours sans la moindre trace de pub ou de sponsor !